

## En marge de la centralisation et du recentrage politique Solidaire **Une aile gauche qui constate mais ne sait pas où donner de la tête**

Les [quatre interventions](#) de la part de militant-e-s de la gauche anticapitaliste participant à l'atelier de la Grande transition concernant la crise de Québec solidaire ont souligné ce que la militance anticapitaliste concernée avait constaté depuis belle lurette. Québec solidaire s'est bureaucratisé et centralisé, à l'encontre de la démocratie interne, au fur et à mesure de ses relatifs succès électoraux. Cette tendance structurelle s'explique par la consolidation organisationnelle des personnes élues et leur appareil concomitant qui visent à se perpétuer dans le confort des institutions.

Ce phénomène a déplacé le rapport de forces interne aux dépens de la militance de la rue surtout les femmes mais aussi le peuple-travailleur moins diplômé. En a découlé un virage dit pragmatique politiquement centriste, momentanément masqué par une parenthèse populiste, dans une société se polarisant socialement surtout depuis la Grande récession de 2007-08 aggravée par la crise pandémique. Cette contradiction entre politique centriste et polarisation n'a pas pu faire autrement que donner lieu à une stagnation puis une chute électorale au fur et à mesure que la polarisation politique marchait dans les pas de celle sociale... avec un grand vide à gauche mais non à droite qui à toute allure vogue vers le néofascisme.

### **La crise climatique est l'éléphant dans la pièce ce qui mène au capitalisme vert**

Que proposent les quatre panellistes pour se sortir de ce cul-de-sac ? Ne cherchez pas le mot 'climat' ou un terme dérivé dans leurs présentations, il n'y est pas. Pourtant c'est un secret de Polichinelle que les crises du climat et de la biodiversité (aucun mot dérivé de 'bio' n'y est non plus) sont les grands défis existentiels du XXIe et donc devraient être l'épine dorsale de tout programme de gauche. Reconnaissons cependant que les deux panelistes militants à Québec solidaire sont tout de même conscients des ratées « écologiques » ou « environnementales » de la direction du parti, en particulier l'incroyable absence de toute mention de ce sujet dans la proposition initiale du Manifeste des travailleuses et travailleurs impulsé par la direction Ruba Ghazal [qui ne s'en repend pas](#).

Toutefois, le chef de file de la gauche organisée au sein du parti semble se satisfaire d'un amendement sur la « *transition juste* », expression devenue tout aussi passe-partout et vide que « *développement durable* » et affectionnée par les bureaucraties syndicales qui soutiennent en paroles la lutte écologique tout en la freinant des deux pieds. Un peu comme ces dirigeants syndicaux qui soutiennent les blocages autochtones contre le projet de loi 97 mais qui ne veulent pas que les usines cessent de fonctionner. On ne transite pas hors de la société extractiviste, on rompt avec elle. Quant à cet amendement [son passage essentiel](#) précise :

*Il investira massivement dans le transport collectif électrifié et urbain, régional et interrégional, travaillera à la sortie des hydrocarbures et des industries ultrapolluantes et au développement massif des énergies renouvelables, le tout sous contrôle public et démocratique.*

C'est là pur capitalisme vert. Plus de transport collectif urbain sous le règne de l'auto solo signifie plus de métros et de trains aériens coûteux se superposant au système de transport « normal » déjà dispendieux surtout pour le ménage populaire. La substitution de l'extractivisme des hydrocarbures par celui tout-électrique des énergies renouvelables dans un contexte de croissance inhérent au capitalisme se termine en superposition et non en substitution, tout comme au XXe siècle le pétrole et l'hydroélectricité se sont ajoutés au charbon dont la production a continué à croître. La substitution exige [une société du soin et du lien en décroissance matérielle](#) évidemment anticapitaliste. Quant au contrôle démocratique, nos parlements ne sont-ils pas censés y voir ?

### **Faute d'anticapitalisme au ras du sol, la riposte se vide de tout contenu politique**

Les mêmes protagonistes semblent se réjouir de deux résolutions d'urgence adoptées par le dernier CN Solidaire qui se résument à deux défonçages de portes ouvertes ressemblant comme deux gouttes d'eau à [la résolution d'urgence du CAP Intersyndical](#) du CN d'avril dernier. [La première s'oppose à la loi 69](#), ce que le parti fait déjà, demande un débat public ce qui était pertinent l'année dernière mais ne l'est plus une fois la loi adoptée et aligne des revendications inconnues baignant dans des expressions passe-partout. N'aurait-il pas été pertinent de tout simplement s'attaquer au noyau dur de cette loi que [Québec solidaire rate complètement](#) soit récuser l'augmentation de 50% de la production électrique au nom d'une société du soin et du lien en décroissance matérielle et par ce moyen bloquer la voie à la privatisation ?

Idem pour la résolution d'urgence concernant le projet de loi 97 auquel [le parti s'oppose déjà](#) comme le font [tous les acteurs de la société civile](#) sauf bien sûr l'industrie forestière. Comme ce projet n'est pas adopté, la demande d'un débat public fait sens — sauf qu'il n'est question que de « consultation » dans la résolution — bien que ce débat se déploie en grande depuis un bon moment. Et comble du vide politique, la résolution ne contient aucune revendication sauf à revendiquer une « *nouvelle mouture* ». On aurait pu par exemple exiger le respect intégral de la [Déclaration sur les droits autochtones de l'ONU](#) stipulant que

*Les États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation des ressources minérales, hydriques ou autres. (Article 32.2)*

Au bout du compte, l'aile réformiste Solidaire qui mène le parti n'a rien à craindre d'une gauche anticapitaliste qui se cherche, pas plus que la droite décomplexée qui mène le Québec n'a rien à craindre de Québec solidaire.

**Marc Bonhomme, 11 juin 2025**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)